



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1017>

# Crises en Europe : à chaque nouvelle étape, la démocratie recule d'un cran !

- Actualités -



Date de mise en ligne : mardi 20 décembre 2011

---

L'École Émancipée

---

Dans le contexte de crise économique majeure que connaît l'Europe depuis plus d'un an, le scénario semble se répéter. Semaine après semaine, les dirigeants européens mettent en scène une mauvaise pièce de théâtre dans laquelle l'essentiel de l'intrigue consacre le recul de la démocratie et la préservation des responsables de la crise.

1er acte. Il s'agit de l'épisode burlesque, mais scandaleux sur le fond, du faux référendum en Grèce qui permet aux principaux dirigeants européens d'échanger un premier ministre trop indocile contre un ancien responsable de Goldman Sachs, accompagné de quelques ministres héritiers de l'ancienne dictature des colonels. L'enjeu ? Mettre à bas tout espoir pour la population grecque de remettre en cause les plans d'ajustement structurels imposés par le FMI, l'UE et les milieux d'affaire.

2ème acte. Les 27 pays membres de l'UE, dans une dramaturgie de plus en plus marquée pour leur 16ème « sommet de la dernière chance » les 8 et 9 décembre à Bruxelles, décident, sans la Grande Bretagne finalement - qui soigne sa singularité euro-sceptique et surtout les intérêts de la City - d'adopter le plan concocté par Sarkozy et Merkel. Ce plan, qui consiste à instaurer de nouvelles règles communautaires qui épargnent les banques, devra être validé par l'ensemble des états, sans passer par la voie du référendum et en évitant autant que possible les débats parlementaires. L'UE est pourtant dotée d'un parlement, mais il ne lui sera même pas demandé de discuter de ce plan. Un nouveau traité, qui n'en porte pas le nom, est donc en passe d'être imposé aux peuples de 26 pays européens, qui instaure la fameuse règle d'or, l'examen des politiques budgétaires de chaque état par les instances européennes et la mise en oeuvre de sanctions automatiques en cas de non respect de ces règles.

La crise, dont les premières victimes sont évidemment les peuples de l'Europe, sert donc de prétexte aux dirigeants européens pour davantage imposer les dogmes de l'économie libérale, en s'affranchissant de tout débat démocratique. En dénouement, le risque est grand que face à cette fuite en avant, la colère sociale accumulée débouche sur le repli identitaire et le nationalisme dans chaque pays de l'UE.